

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES SALAIRES DU PARTICULIER EMPLOYEUR

Avenant n° S 41 du 9 janvier 2019

Applicable au salaire le 1^{er} jour du mois suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au J.O.

En référence aux dispositions de l'article 20 de la Convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999 étendue par arrêté ministériel du 2 mars 2000 paru au J.O. du 11 mars 2000, et à l'accord de classification signé le 21 mars 2014 étendu par arrêté ministériel du 7 mars 2016 paru au J.O. du 18 mars 2016

Préambule

Les partenaires sociaux décident de renforcer la valorisation de la compétence et de la professionnalisation, conformément aux dispositions de l'article 20 « Rémunération », a « Salaires ».

Les minima salariaux des salariés ayant obtenu une certification professionnelle de la branche des salariés du particulier employeur, inscrite au RNCP (répertoire national des certifications professionnelles) sont, aux termes du présent avenant, majorés de 3% ou 4%, conformément au tableau reproduit ci-après.

Les partenaires sociaux décident d'engager une réflexion sur les passerelles entre ces titres et les titres de niveaux équivalents.

Les partenaires sociaux s'engagent à se réunir en Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI), chaque année, afin de renégocier la grille de salaire conventionnelle, valoriser les qualifications des salariés de la branche et travailler au maintien des écarts de rémunération.

Dans le cadre de cette négociation, les partenaires sociaux s'engagent à ce que le salaire horaire du premier niveau soit au moins égal à 1,01 SMIC (ou SMIC +1%).

SF

CP

1

A.P

Article 1

MINIMA CONVENTIONNELS BRUTS

(avant déduction du montant des charges sociales salariales et des prestations en nature éventuellement fournies)

Niveau	Salaire horaire brut	Salaire mensuel brut (174 heures)	Pourcentage de majoration pour certification de branche	Salaire horaire brut avec certifications de branche	Salaire mensuel brut avec certifications de branche (174 heures)
I	10,13	1 762,62	3%	10,43	1 814,82
II	10,20	1 774,80	3%	10,51	1 828,74
III	10,40	1 809,60	3%	10,71	1 863,54
IV	10,60	1 844,40	3%	10,92	1 900,08
V	10,80	1 879,20	4%	11,23	1 954,02
VI	11,33	1 971,42	4%	11,78	2 049,72
VII	11,60	2 018,40			
VIII	12,01	2 089,74			
IX	12,72	2 213,28			
X	13,49	2 347,26			
XI	14,37	2 500,38			
XII	15,31	2 663,94			

Article 2

Selon les dispositions de l'article 20 « Rémunération », a « Salaires », le montant minimum de chaque prestation en nature est fixé paritairement lors de la négociation sur les salaires.

Les prestations en nature sont déduites du salaire net.

Le coût d'un repas est évalué à 4,70 €.

Le coût du logement est évalué à 71 €.

Si l'importance du logement le justifie, une évaluation supérieure pourra être prévue au contrat.

A.P.M. SF

Article 3

Les organisations signataires demandent l'extension du présent avenant qui deviendra applicable au salaire dû dès le mois calendaire suivant celui de la date de parution de l'arrêté d'extension au J.O.

Fait à Paris,

Le 9 janvier 2019.

Organisation patronale :

La Fédération Nationale des Particuliers Employeurs de France – FEPEM.

Anita Boutard



Organisations de salariés :

La Fédération des Services C. F. D. T.

La Fédération des personnels du commerce de distribution et des services C. G. T.

Stéphane FUSTEC



La Fédération Générale des Travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture et des secteurs connexes F. G. T. A. / F. O.

Delphine Veronique



L'Union Nationale des Syndicats Autonomes U.N.S.A.